

4D

Dialogue #4: Accélérer la santé et les droits sexuels et reproductifs des adolescent·e·s pour le(s) dividende(s) démographique(s)

Dialogues sur les politiques de
gouvernement à gouvernement
sur la diversité démographique
et les dividendes



INTRODUCTION

Au nombre de 1,25 milliard, les adolescent·e·s (de 10 à 19 ans) représentent environ un sixième (16 %) de la population mondiale, avec une proportion plus importante dans les pays à revenu faible et moyen. Face à ces chiffres très élevés, les pays doivent absolument veiller à la santé et au bien-être de ce groupe s'ils veulent pouvoir exploiter les dividendes démographiques et mettre en place un développement durable. Phase de croissance et de transformation accélérée, l'adolescence se caractérise par un besoin important de services de santé sexuelle et reproductive (SSR), par une vulnérabilité particulière aux violations de la SSR et par un besoin d'information pour assurer la réalisation de la SSR et les droits des adolescent·e·s. Pour réussir à limiter le nombre de grossesses non désirées (en permettant ainsi aux filles d'atteindre leur plein potentiel), à lutter contre les implications négatives des normes sociales et des normes de genre dominantes et à limiter les risques sociaux et sanitaires pour les jeunes femmes, les hommes et les personnes de diverses identités de genre, il est essentiel d'accélérer le développement de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescent·e·s (SDSRA).

Le 20 octobre 2021, plus de 140 participant·e·s, expert·e·s et intervenant·e·s de 47 pays se sont réuni·e·s virtuellement pour la quatrième édition des Dialogues sur les politiques de gouvernement à gouvernement sur la diversité démographique et le(s) dividende(s). La série 4D, organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine (CUA), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le gouvernement allemand, s'inspire des discussions lancées en 2019 lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 (Conférence internationale sur la population et le développement) autour des politiques et pratiques auxquelles les pays peuvent avoir recours dans la planification démographique et celle du développement.

Six groupes de discussion se sont penchés sur les initiatives actuelles de planification des politiques, sur les enseignements acquis et sur les moyens de partager ces derniers :

- Déficit de données sur la SDSRA
- Impacts sociaux et économiques du sous-investissement dans la SDSRA
- Rendre les services de SSR adaptés aux adolescent·e·s accessibles à tous, dans tous les contextes
- Prévention de la violence basée sur le genre et les pratiques néfastes à l'encontre des jeunes filles

- Plaidoyer et responsabilisation politiques dirigés par les jeunes
- Investir dans les capacités des jeunes et leur accès à l'information

Ce livret rend brièvement compte de ce dialogue dans le but d'inspirer de plus amples discussions sur les questions soulevées. Il résume les points de vue d'un groupe diversifié de parties prenantes et présente certains des exemples nationaux évoqués lors de l'événement. Un document de réflexion préparé pour alimenter les discussions est disponible sur le lien suivant : <https://bit.ly/3uowWrK>.



RÉSUMÉ

Dans les pays où les adolescent·e·s forment une part importante de la population, leur autonomisation et leur bien-être contribuent largement à la productivité et au développement économique. Les informations et les services de SDSRA sont alors des leviers importants pour permettre aux pays de tirer profit de l'évolution démographique et d'exploiter les dividendes démographiques. La SDSRA est un domaine d'action complexe qui englobe des mesures allant de l'éducation sexuelle complète (ESC) et de l'accès aux contraceptifs à la prévention de la violence fondée sur le genre et aux services de conseil et de santé adaptés aux jeunes.

La séance d'ouverture a permis de montrer ce que ces mesures ont en commun : permettre à tou·te·s les adolescent·e·s de réaliser leurs rêves et de développer leur plein potentiel. L'accélération de la SDSRA a pour but d'aider les jeunes dans leur développement personnel afin qu'ils choisissent leur trajectoire de vie en toute autonomie et qu'ils progressent dans leur éducation puis sur le plan économique, pour leur propre bien mais aussi pour celui de leur communauté et de la société dans son ensemble.



La section suivante résume les principaux points d'action suggérés par les participant·e·s.

- Collecter des données fiables et désagrégées sur la SDSRA pour pouvoir identifier les besoins des adolescent·e·s, notamment ceux des adolescent·e·s marginalisé·e·s qui risquent d'être laissé·e·s pour compte.
- Garantir une collecte, une analyse et une utilisation permanentes des données et améliorer la qualité des ensembles de données pour réussir à mettre en lumière les insuffisances des services de santé et à introduire des services intégrés, personnalisés et adaptés aux jeunes.
- Inclure des adolescent·e·s dans le processus de collecte de données pour mieux comprendre la diversité de leurs expériences et leurs vulnérabilités multidimensionnelles.
- Former les membres du personnel des services de SSR pour les sensibiliser aux besoins des adolescent·e·s, à leur diversité et à leur besoin de confidentialité.
- Élaborer des méthodes formelles d'évaluation et de documentation pour aider les services de SSR à mobiliser les adolescent·e·s.
- Au niveau national, appliquer les lois et politiques existantes de lutte contre la violence fondée sur le genre, notamment le Protocole de Maputo.
- Inclure des garçons et des hommes dans les programmes ; en faire des alliés de l'égalité de genre et de la lutte contre la violence fondée sur le genre.
- Élaborer des normes et des directives en faveur d'un engagement, d'une participation et d'un leadership éthiques et efficaces des jeunes.
- Favoriser la SDSRA au moyen d'investissements dans différents secteurs et reconnaître que l'éducation est cruciale pour le développement des filles.
- Mobiliser des ressources du secteur public en faveur de la SDSRA, par exemple en sensibilisant aux impacts à court terme et à long terme d'un manque d'investissement.
- Investir dans l'éducation et dans la formation des jeunes aux fondements de la législation afin qu'ils puissent demander des comptes à leurs gouvernements.
- Renforcer les initiatives destinées à garantir la mise en œuvre et la promotion d'actions de plaidoyer durables et efficaces sur la SDSRA.
- Sensibiliser le public à l'ESC en fournissant des informations adéquates et en luttant contre la désinformation ; définir des points de convergence avec les communautés concernées.
- Utiliser des moyens de communication qui parlent aux jeunes et investir dans les bons outils numériques pour les atteindre.

Ce livret utilise le terme SDSR conformément à la définition intégrée de la [Commission Guttmacher-Lancet](#).



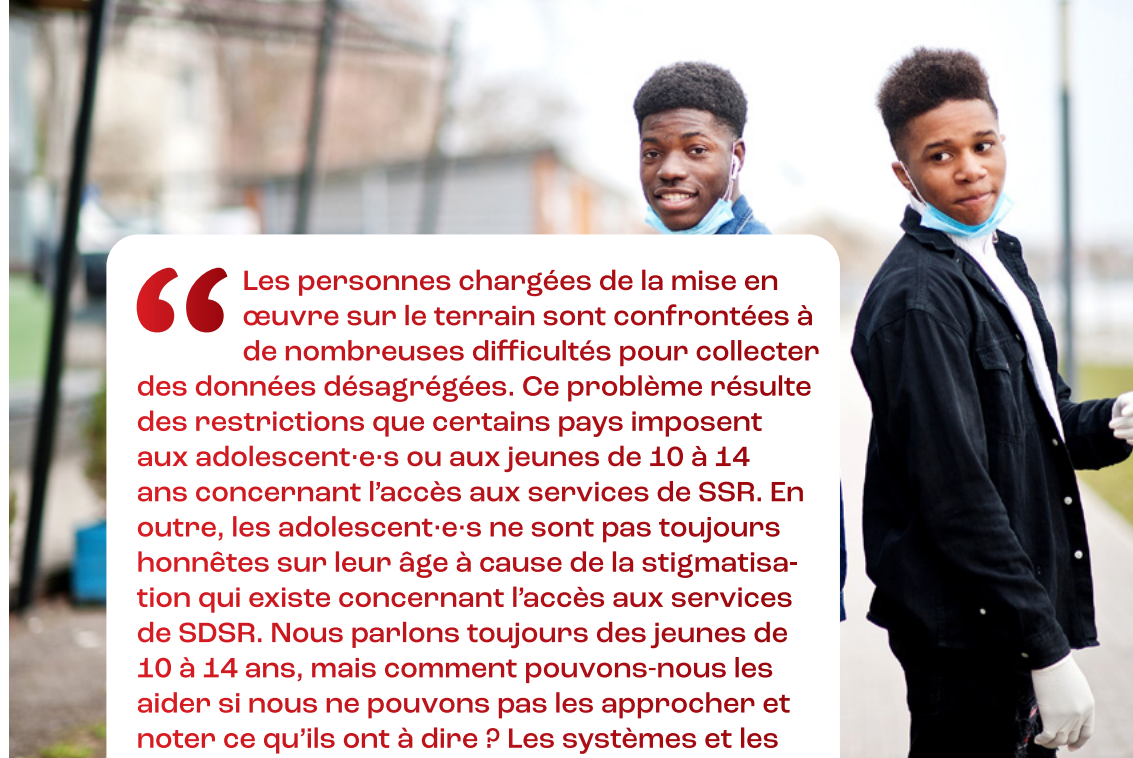
1. ÉTABLIR DES BASES SOLIDES : COLLECTE DE DONNÉES DÉSAGRÉGÉES ET PRIORITÉ AUX INVESTISSEMENTS DANS LA SDSRA

“ Nous devons comprendre en quoi les adolescentes sont différentes des autres femmes en âge de procréer, ainsi que la diversité des différents groupes d'adolescent·e·s
Elizabeth Sully, chercheur principal, Institut Guttmacher

L'existence de données désagrégées est une condition préalable à la mise en place de services de SDSRA de qualité. Les programmes ont besoin d'informations sur les caractéristiques sociodémographiques, les conditions de vie, la santé et le comportement en matière de santé des adolescent·e·s, ainsi que sur la perception et l'impact des normes de genre et des attitudes en matière de genre et sur l'accessibilité des services de SDSRA. Sans ces informations, les programmes ne peuvent pas être certains que leurs services répondront aux besoins réels des jeunes et tiendront compte de leur diversité et de leurs vulnérabilités multidimensionnelles. Ce secteur souffre pourtant d'importants déficits de données, avec des conséquences graves : les besoins passent inaperçus, les mesures ne sont pas évaluées et les politiques ne sont pas éclairées. Les données peuvent, en outre, devenir un outil puissant, par exemple pour montrer aux décideurs les nombreux impacts du sous-investissement dans la SDSRA et encourager ainsi une répartition plus appropriée des ressources. L'absence de telles données se traduit, au final, par un manque de services de SDSRA ciblés et de qualité et donc par l'impossibilité d'exploiter les dividendes démographiques.

► **U-Report** est un programme de messagerie mobile open source lancé en 2011 et géré, au niveau des pays, par l'Unicef avec l'aide de jeunes et d'ONG partenaires. Il fonctionne avec différents services de messagerie instantanée. En rassemblant les opinions et les contributions des jeunes, U-Report leur permet de s'exprimer sur des thèmes qui comptent pour eux, par exemple sur la SSR, la prévention du VIH/sida, le mariage précoce ou la violence fondée sur le genre. Les données et les informations collectées en temps réel sont partagées avec les communautés et avec les responsables politiques chargés de prendre des décisions affectant les jeunes. Une autre composante d'U-Report est son service de conseil. Les utilisateurs enregistrés peuvent envoyer leurs questions et recevoir des réponses fournies par de jeunes conseiller·ère·s formé·e·s, le tout de manière confidentielle et gratuitement. En janvier 2021, U-Report était actif dans 76 pays, avec 12,8 millions d'U-reporters dans le monde.

Les participant·e·s du groupe de travail « **Déficit de données sur la SDSRA** » ont étudié les causes de ce manque de données. Une des principales raisons est l'idée préconçue selon laquelle la collecte de données désagrégées sur la SDSRA (qui implique nécessairement de parler à des adolescent·e·s de questions sexuelles et reproductives) encouragera l'activité sexuelle des jeunes. En outre, les groupes vulnérables sont souvent exclus des données statistiques nationales (communautés de réfugié·e·s, etc.) et la SDSRA est considérée comme concernant principalement les adolescentes. Les participant·e·s ont insisté sur le fait qu'il est indispensable de combler ce manque de données pour pouvoir prendre des décisions politiques étayées, sachant que seule une compréhension approfondie et complète des besoins des adolescent·e·s permet d'avoir une vision suffisamment nuancée pour pouvoir éclairer les politiques. Pour y parvenir, les participant·e·s ont souligné la nécessité d'adopter une approche holistique qui inclut les adolescent·e·s tout au long du processus de collecte de données. En outre, les participant·e·s ont tou·te·s convenu que les désaccords au sein du gouvernement sur les questions de SDSRA et le manque de coopération intersectorielle sont des obstacles fréquents à la collecte de données dans ce domaine.



“ Les personnes chargées de la mise en œuvre sur le terrain sont confrontées à de nombreuses difficultés pour collecter des données désagrégées. Ce problème résulte des restrictions que certains pays imposent aux adolescent·e·s ou aux jeunes de 10 à 14 ans concernant l'accès aux services de SSR. En outre, les adolescent·e·s ne sont pas toujours honnêtes sur leur âge à cause de la stigmatisation qui existe concernant l'accès aux services de SDSR. Nous parlons toujours des jeunes de 10 à 14 ans, mais comment pouvons-nous les aider si nous ne pouvons pas les approcher et noter ce qu'ils ont à dire ? Les systèmes et les processus nécessaires ne sont pas en place.

Anisa Berdellima, directrice mondiale de Evidence and Impact, MSI Reproductive Choices

► En **Eswatini**, l'ECMIS (Eswatini Client Management Information System) permet aux travailleur·se·s de santé et aux décideur·se·s politiques de collecter et de consulter des données désagrégées sur la SSR et, plus particulièrement, sur les infections sexuellement transmissibles (IST) telles que le VIH/sida. Cette nouvelle base de connaissances constitue une étape importante vers la mise en place de services de santé intégrés pour les client·e·s, un critère crucial pour garantir la santé et le bien-être de tou·te·s, y compris les adolescent·e·s. Le programme ECMIS englobe la création du premier système national de dossiers médicaux électroniques. Ce dernier permet d'assurer un meilleur suivi et une meilleure prise en charge des patient·e·s positif·ve·s et négatif·ve·s au VIH, d'offrir aux patient·e·s une vision globale de leurs informations de santé et de consolider et d'interpréter les données pour les prestataires de SSR et les personnes chargées des décisions de santé publique. Financé par USAID, le programme a notamment pour objectif de contribuer à la réalisation des objectifs de contrôle des épidémies du pays et d'atteindre la vision d'une génération exempte de sida d'ici 2022.

Le manque de données désagrégées n'est qu'une des raisons qui empêchent les pays d'accorder la priorité aux investissements dans l'éducation et la santé des adolescent·e·s. Les participant·e·s du groupe de travail « **Impacts sociaux et économiques du sous-investissement dans la SDSRA** » ont discuté des effets préjudiciables que le manque de ressources financières, organisationnelles et de communication a sur la santé et le bien-être des jeunes et des femmes. Tou·te·s se sont accordé·e·s pour dire qu'il est extrêmement difficile de garantir un financement suffisant de la SDSRA et que la pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber cette pénurie. Pourtant, comme le montrent différents exemples fournis par les participant·e·s, les gains tirés des investissements dans la SDSRA dépassent largement les coûts associés. Cela vaut non seulement pour le secteur de la santé (sachant que l'accès aux services de SDSRA entraîne une diminution du taux de mariage des enfants, de la violence fondée sur le genre et des grossesses précoces), mais aussi pour le secteur économique. Les participant·e·s ont insisté sur le fait que ce gain économique (associé à une hausse du taux d'achèvement du cycle d'enseignement et de l'accès au marché du travail, particulièrement pour les jeunes femmes) doit être utilisé comme levier pour convaincre les décideur·se·s d'allouer des ressources publiques à la SDSRA et d'investir dans l'éducation des adolescent·e·s.

► En 2015, l'initiative régionale [SWEDD](#) est née d'un appel lancé par les six pays du Sahel : Burkina Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Niger. Financée par la Banque mondiale avec l'appui technique du FNUAP, l'initiative a pour but d'améliorer l'accès des femmes et des adolescentes aux services de SSR, ainsi que de partager des connaissances et de promouvoir la coordination au niveau régional. Son approche élargie s'efforce de promouvoir la SDSR à différents niveaux, notamment en luttant contre les normes sociales, en collaborant avec des chefs religieux, en favorisant l'autonomisation économique des femmes, en investissant dans des installations de santé reproductive et en incluant les hommes et les garçons dans l'autonomisation des femmes.

L'initiative a contribué à des tendances extrêmement prometteuses dans les pays membres pendant la phase 2015-2019, notamment dans les domaines suivants :

- éducation des filles : le taux de rétention des adolescentes inscrites à l'école secondaire est passé de 70 % à 93,43 % ;
- planification familiale : le taux de prévalence des contraceptifs modernes est passé de 9 % à 17,5 % ;
- santé maternelle : le taux moyen de mortalité maternelle est passé de 606 à 558 décès pour 100 000 naissances d'enfants vivants.

Face à cette réussite incontestable, six nouveaux pays ont rejoint l'initiative en 2019 pour [SWEDD II](#) : Cameroun, Guinée-Conakry, Madagascar, Sénégal, Gambie et Togo.

“ Il est crucial de considérer l'ensemble des piliers du dividende démographique.

Investir dans l'éducation des filles – oui. Mais il faut aussi investir dans leur autonomisation économique et dans leur santé reproductive. Si nous oublions un de ces points, le risque d'échec et de non-exploitation du dividende démographique augmentera.

Sadou Doumbo, directeur général de l'Observatoire national du dividende démographique, République du Mali

2. GARANTIR LA SANTÉ ET LES DROITS : MISE EN PLACE DE SERVICES ADAPTÉS AUX JEUNES ET LUTTE CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE ET FONDÉE SUR LE GENRE

Les services adaptés aux jeunes sont indispensables pour répondre aux besoins de SDRS spécifiques aux jeunes. Ces services doivent être exhaustifs et répondre aux besoins, désirs et vulnérabilités spécifiques des jeunes. Il est essentiel que personne ne soit laissé pour compte, que les services soient accessibles à tou-te-s et que les adolescent-e-s se sentent en sécurité et respecté-e-s lorsqu'il-elle-s les utilisent. Ce n'est qu'à cette condition que tou-te-s les jeunes pourront faire valoir leurs droits, prendre des décisions de vie en toute autonomie et atteindre leur plein potentiel. Avec la pandémie de COVID-19, le manque de services adaptés aux jeunes est devenu encore plus criant et l'accès à ces services s'est détérioré au fil du temps. Les services de SSR adaptés aux jeunes devraient cibler des questions telles que la planification familiale ou la contraception, mais fournir également des informations sur les mariages précoces, les grossesses non désirées et les avortements dangereux. En outre, de nombreux·ses jeunes sont exposé-e-s à la violence sexuelle et fondée sur le genre. Il est donc essentiel de sensibiliser et d'éduquer les adolescent-e-s à ce problème et de leur offrir l'accès à des services capables de gérer les répercussions physiques et mentales de cette violence.

► En 2009, la Commission de l'Union africaine a lancé la [Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle, néonatale et infantile en Afrique \(CARMMA\)](#) sur le thème « L'Afrique s'impatiente : aucune femme ne doit plus mourir en donnant la vie ! ». Entre autres actions, l'initiative fournit des supports éducatifs, organise des forums de haut niveau, fait progresser les processus de collecte de données et contribue à la synchronisation des actions et des efforts des pays participants. L'objectif global consiste à mettre fin à tous les décès maternels évitables d'ici 2030. La Commission de l'Union africaine travaille actuellement au lancement d'une campagne CARMMA renforcée pour la période 2021-2030 ; le cycle du projet à venir mettra notamment l'accent sur la santé des adolescent-e-s.

“ Il est facile pour les membres des communautés de renoncer aux pratiques culturelles qui concernent les hommes ou les garçons. Mais celles qui touchent les femmes perdurent. Cela vient également du fait que le genre reste un problème important. Le patriarcat est toujours profondément ancré. Les problèmes des hommes et des garçons sont les problèmes de tou-te-s. Mais les problèmes des filles et des femmes sont les problèmes des femmes.

Abimbola Aladejare, Union africaine – Saleema Youth Victorious Ambassador pour l'Afrique de l'Ouest

“ Ce qu'il faut pour garantir la mise à disposition de services adaptés aux adolescent-e-s, c'est travailler régulièrement avec les membres du personnel de l'installation et avec leurs supérieurs sur le long terme. Toute formation dispensée à ce niveau nécessite une bonne dose de réflexion auto-critique de la part des participant-e-s et la possibilité pour eux-elles d'écouter, de préférence en direct, les expériences d'adolescent-e-s. »

Dr David Ross, professeur agrégé d'épidémiologie et de santé publique, université de Stellenbosch, Afrique du Sud



Le groupe de travail « **Rendre les services de SSR adaptés aux adolescent·e·s accessibles à tous dans tous les contextes** » a convenu que les programmes multisectoriels qui mettent l'accent sur les adolescent·e·s sont cruciaux pour réussir à les mobiliser et à leur offrir des informations de qualité sur la SSR. Les services adaptés aux jeunes et exempts de préjugés doivent admettre la variété des besoins multidimensionnels des adolescent·e·s et offrir un cadre accueillant et respectueux à tou·te·s les jeunes. Pour y parvenir, les programmes ont besoin de salarié·e·s extrêmement bien formé·e·s ainsi que de mécanismes de feedback et de systèmes d'évaluation pour documenter les progrès accomplis et identifier les lacunes.

Malgré le nombre considérable de politiques et de cadres de protection qui ont été mis en place au niveau régional, de nombreuses adolescentes et jeunes femmes subissent de la violence sexuelle et fondée sur le genre. En raison des croyances traditionnelles et culturelles, les filles ont souvent un accès limité à l'éducation et sont confrontées aux risques de mariage des enfants, de grossesse précoce et de mutilations génitales féminines (MGF). Le groupe de travail « **Prévention de la violence basée sur le genre et les pratiques néfastes à l'encontre des jeunes filles** » s'est efforcé de trouver des moyens de combler les insuffisances dans la mise en œuvre des politiques et de faire de l'éducation un moyen de surmonter les effets nocifs des croyances traditionnelles et culturelles. Le groupe a notamment insisté sur la nécessité de permettre aux survivantes de MGF et d'actes de violence sexuelle et fondée sur le genre de parler de leurs expériences afin qu'elles puissent devenir des actrices de la lutte contre ces pratiques nocives, sensibiliser le public et inciter les décideur·se·s à imposer des sanctions plus sévères aux auteurs de ces violences. Le groupe de travail a souligné que les programmes doivent être sensibles au genre et s'adresser également aux garçons et aux hommes afin de les encourager à devenir des alliés dans la lutte contre les MGF et la violence sexuelle et fondée sur le genre.

► **Les MGF ont été interdites** au **Burkina Faso** en 1996 et ont été davantage criminalisées avec les amendements en 2018 qui ont durci les sanctions à l'encontre des auteurs. Le gouvernement a également introduit trois plans d'action nationaux ainsi qu'un plan stratégique national pour promouvoir l'élimination des MGF. Il s'est également engagé à intégrer l'éducation sur les MGF aux cursus scolaires. Ces mesures ont été appuyées par le programme conjoint du **FNUAP-UNICEF sur les mutilations génitales féminines : accélérer le changement**. L'initiative s'est avérée un succès : elle a permis de combler le fossé entre les politiques et les actions et a entraîné l'inculpation de 384 auteurs de MGF. En outre, 518 203 femmes et filles ont bénéficié de services liés aux MGF entre 2009 et 2016. Cela inclut des mesures destinées à gérer les conséquences des MGF, des sessions d'éducation à l'école et des dialogues communautaires axés sur la prévention.

► Bien qu'il s'agisse d'une infraction punie par la loi depuis 2008, les MGF sont toujours couramment pratiquées en **Egypte**. En réponse, le gouvernement a récemment approuvé des amendements à [la loi qui interdit les MGF](#) et durci les sanctions pour les coupables. Ces sanctions peuvent aller jusqu'à 20 ans de prison en fonction de la personne qui a exécuté les MGF et du décès ou non de la victime. En outre, tout·e·s professionnel·le·s de santé qui participent à l'exécution de MGF peuvent être sanctionné·e·s par une interdiction de pratiquer d'une durée maximale de cinq ans.





3. LIBÉRER LE POTENTIEL DES JEUNES : INVESTIR DANS DES ACTIONS DE POLITIQUE ET DE PLAIDOYER MENÉES PAR LES JEUNES ET OUVRIR L'ACCÈS AUX INFORMATIONS

“ En termes d'investissement dans les capacités des jeunes et leur accès à l'information, particulièrement pour les adolescentes et les jeunes femmes, le coût de l'inaction est particulièrement élevé. Non seulement ce coût a un impact sur la vie et le bien-être des filles, mais il affaiblit également les perspectives de réduction de la pauvreté, de croissance des communautés et de résilience des familles.

Gloria M Nalule, analyste de programme, liens entre SDRS et VIH et prévention du VIH, FNUAP

La véritable inclusivité ne peut exister que si les personnes ciblées par les services de SDRS sont impliquées dans les processus politiques. Les jeunes ont souvent une connaissance insuffisante des politiques, des engagements et des cadres existants, ce qui signifie qu'ils sont peu nombreux à pouvoir examiner d'un œil critique les politiques qui affectent leur vie quotidienne et exiger des hommes politiques qu'ils défendent leurs droits. L'accès à l'éducation et à l'information joue un rôle majeur pour permettre une implication efficace des jeunes et pour les aider à prendre des décisions indépendantes au sujet de leur SDRS.



La session de groupe « **Plaidoyer et responsabilisation politiques dirigés par les jeunes** » s'est efforcée de trouver des moyens d'impliquer les jeunes dans les processus politiques et de s'assurer que ces processus sont conçus de manière à tenir compte des idées fournies par les adolescent·e·s. Le groupe a noté qu'il est particulièrement important de définir et d'institutionnaliser des directives et des normes minimales pour le secteur du développement afin de favoriser un engagement, une participation et un leadership éthiques et efficaces des jeunes, qui peuvent alors devenir les défenseur·se·s de leurs pairs à travers leur pays. Il s'agit notamment de créer, au sein des ministères, un département spécial pour permettre aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations, et d'impliquer les parlementaires au niveau local et régional.

Pour garantir la pérennité de l'implication des jeunes, les gouvernements doivent leur proposer des informations et des formations et documenter les bonnes pratiques d'engagement des jeunes. Celles-ci sont susceptibles d'être utilisées dans d'autres pays et de servir de preuves de qualité pour tenir les gouvernements responsables.

▶ Lorsque le gouvernement du **Botswana** a fait passer l'âge du consentement sexuel de 16 à 18 ans, les jeunes se sont retrouvé·e·s confronté·e·s au risque d'être pénalisé·e·s en cas d'activité sexuelle consentie. [De jeunes activistes du Botswana ont plaidé avec succès](#) en faveur de l'inclusion d'une clause de proximité d'âge qui permet une activité sexuelle consentie entre jeunes – une action de dépénalisation qui leur a également ouvert l'accès aux services et aux informations sur la SDSR.

▶ Un nombre croissant de [centres adaptés aux jeunes](#) ont été créés en **Gambie** dans le cadre du Plan national de développement du gouvernement qui fait de l'autonomisation et de la formation des jeunes des priorités de développement stratégiques. Ces centres servent de plateformes d'engagement et d'autonomisation des jeunes et proposent différentes activités telles que de l'entrepreneuriat, du sport, des événements sociaux et des services d'information et d'éducation.

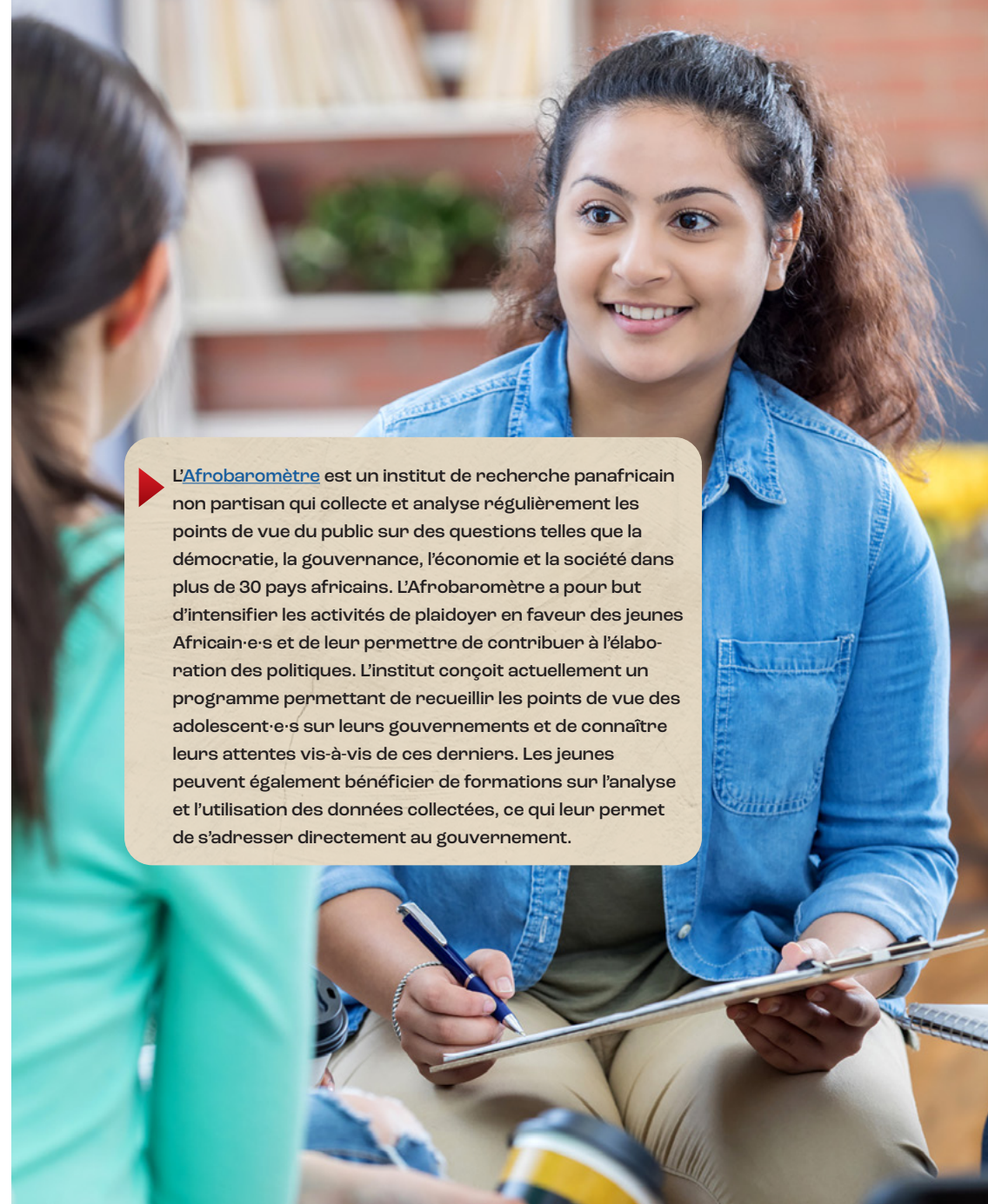


La session de groupe « **Investir dans les capacités des jeunes et leur accès à l'information** » insisté sur la nécessité d'instruire les différentes parties prenantes de l'ESC, notamment les décideur·se·s politiques, les parents, les acteur·trice·s religieux·ses et les jeunes, et de les impliquer dans les actions menées sur ce thème. C'est, en effet, le seul moyen de fournir des informations de qualité, accessibles à tou·te·s, et de s'assurer que l'ESC bénéficie du soutien des communautés concernées. Les stratégies évoquées comprennent notamment l'investissement dans la formation des jeunes afin qu'il·le·s puissent fournir des conseils à leurs pairs, ainsi que la communication d'informations pertinentes aux parents afin de faire d'eux des alliés de la prestation d'ESC.

Un des principaux obstacles vient de la présence de nombreuses informations déformées sur l'ESC. En réponse, il est important de mettre à disposition des informations factuelles sur l'ESC et de sensibiliser à l'importance et à l'impact positif de l'ESC. Même si l'utilisation d'outils numériques et de moyens de communication attractifs pour jeunes est essentielle, il faut également veiller à transmettre les informations aux adolescent·e·s qui n'ont pas accès à l'Internet. En outre, les gouvernements doivent reconnaître les impacts économiques qui résultent de la réalisation de SDS-RA. C'est pourquoi ils doivent fournir des fonds publics pour renforcer les initiatives d'ESC et offrir aux jeunes la possibilité de participer activement à leur élaboration et à leur mise en œuvre.



► **L'Afrobaromètre** est un institut de recherche panafricain non partisan qui collecte et analyse régulièrement les points de vue du public sur des questions telles que la démocratie, la gouvernance, l'économie et la société dans plus de 30 pays africains. L'Afrobaromètre a pour but d'intensifier les activités de plaidoyer en faveur des jeunes Africain·e·s et de leur permettre de contribuer à l'élaboration des politiques. L'institut conçoit actuellement un programme permettant de recueillir les points de vue des adolescent·e·s sur leurs gouvernements et de connaître leurs attentes vis-à-vis de ces derniers. Les jeunes peuvent également bénéficier de formations sur l'analyse et l'utilisation des données collectées, ce qui leur permet de s'adresser directement au gouvernement.



CONCLUSION

En investissant dans des actions de SDSRA inclusives et de qualité, les gouvernements créent les conditions nécessaires à l'exploitation des dividendes démographiques. Garantir l'accès à des données pertinentes, développer des programmes éducatifs innovants, investir dans des services adaptés aux jeunes, appliquer et renforcer les lois et politiques existantes et encourager le plaidoyer et l'implication politique des jeunes font partie des mesures efficaces qui permettent aux jeunes de faire valoir leur SDSR. Les impacts de l'investissement dans la SDSRA sont multiples et vont bien au-delà de la santé et du bien-être des individus : l'accès à la SDSRA permet aux jeunes, et plus particulièrement aux filles et aux jeunes femmes, d'atteindre leur plein potentiel et donc de contribuer au développement social et économique de la société dans son ensemble.



“ Les jeunes, en Afrique et dans le monde entier, sont prêts à occuper des postes de leadership. Je pense donc que la véritable question qu'il faut se poser est la suivante : 'les gouvernements et les décideur·se·s sont-ils prêt·e·s à les laisser diriger et à leur faire de la place'.

Jayathma Wickramanayake, Envoyée pour la Jeunesse du Secrétaire général des Nations unies

MENTIONS LÉGALES

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Initiative sectorielle Dynamiques démographiques, santé et droits sexuels et reproductifs
Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 44 60 – 0
F +49 228 44 60 – 17 66

E demografie@giz.de
I www.giz.de/en

Auteur : FLMH Labor für Politik und Kommunikation GmbH

Crédits photos/Sources :

P 1: istock/ FG Trade; kamisoka. P 2: istock/ sercansamanci. P 3: GIZ/ Florent Banissa, ProSanté. P 4: flickr/ Rosino. P 5: depositphotos/ ASphoto777, istock/ Deepak Sethi. P 6: flickr/ Paolo Waldemarin. P 7: istock/ Amparo Garcia. P 8: GIZ/ Florent Banissa. P 9: GIZ/ Ute Grabowsky. P 10: flickr/ The White Ribbon Alliance, istock/ Allesandro Biascioli. P 11: istock/ Vera Shestak, istock/ SDI Productions. P 12: istock/ natrass, istock/ Jub Job

Sur mandat de
la division Politique démographique, protection sociale du ministère fédéral allemand de
la Coopération économique et du Développement (BMZ)

Bonn, 2022